Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Vive la contestation de la jeunesse !

Éditorial des bulletins d'entreprises du 10 octobre 2026

La révolte des jeunes continue de se poursuivre à travers toute la France. La jeunesse crie sa révolte et son ras-le-bol face au mépris de ceux qui nous gouvernent.

En Belgique aussi des jeunes ont organisé des blocages dans des dizaines d'écoles et des manifestations à Liège, Bruxelles, Charleroi, Tournai, Verviers et dans la région de Mons. Et lors de la manifestation du 9 octobre à Bruxelles, ils étaient des milliers dans la rue pour dénoncer la dégradation de leurs conditions d'apprentissage, les mesures d'austérité, mais aussi les hausses de prix, la marche à la guerre et les mensonges des ministres !

Face à la colère des jeunes, Bouchez (MR) répond qu'il faut « *interdire TikTok* », et le ministre de l'armée Francken menace « *du service militaire obligatoire* ». Quel mépris !

Contrairement à ce que prétendent les ministres réactionnaires, le mécontentement de la jeunesse est légitime et a des racines profondes ! Car à quoi ressemble l'avenir quand on a 15, 16 ou 17 ans ? Quand on voit les dirigeants du capitalisme préparer la guerre et détruire les écoles, les soins de santé, les emplois, les salaires, les pensions, et même la planète !

Beaucoup de jeunes prennent conscience que le seul futur qui leur est promis c'est une vie difficile, faite de pauvreté, d'exploitation et de guerres au service des ultra-riches et de leurs intérêts égoïstes. Comment ne pas se révolter ?!



Max Grenier

Alors ne nous laissons pas intoxiquer par les médias qui diffusent en boucle les images des violences et se focalisent sur la casse pour décrédibiliser la révolte de la jeunesse et ses revendications. Les dégâts lors des manifestations retombe malheureusement parfois sur des petits commerçants. Mais ces dégâts ne sont que peu de chose en comparaison des destructions orchestrées par les gouvernements et les capitalistes. Les véritables casseurs, c'est eux !

Tout ce battage autour des casseurs et de la violence des jeunes est d'autant plus hypocrite que la police, quand elle ne cherche pas à provoquer elle-même des incidents, intervient avec brutalité, frappant des jeunes, les plaquant au sol et multipliant les arrestations arbitraires. Tout cela contre des jeunes de 14 à 18 ans qui ne font que protester contre l'injustice !

Lors de la manifestation du 9 octobre à Bruxelles, c'était une armée de policiers en robocops, des autopompes et gaz lacrymogènes qui accueillaient les manifestants, provoquant la colère justifiée de nombreux jeunes. Qui provoque en étalant ainsi les forces armées ?

Les responsables politiques n'ont rien à proposer aux jeunes alors ils tentent de tuer la contestation dans l'œuf par la répression policière. Ils craignent que le mouvement fasse tache d'huile, qu'il prenne autant d'ampleur en Belgique qu'en France. Et surtout qu'il entraîne le monde du travail !

A Liège, le bourgmestre Willy Demeyer (PS) a même interdit les rassemblements de plus de trois personnes. Près de 200 arrestations y ont déjà eu lieu au cours de la première semaine de blocage.

Le pire pour la bourgeoisie, le patronat et les ministres serait que les travailleurs se reconnaissent dans la colère de la jeunesse, que les ouvriers, les techniciens, les infirmières, les employés se disent « *ils ont raison* » et fassent cause commune avec les jeunes.

C'est pourtant bien ce qui serait nécessaire ! Les prix flambent, les salaires ne suivent pas, les licenciements se multiplient et les

mesures d'austérité frappent tous les secteurs. Exclus du chômage, certains tombent dans la misère. Et si nous ne nous défendons pas, la situation ne fera qu'empirer.

Le système est en crise et les capitalistes défendent leurs profits en faisant payer la population et en préparant un climat de guerre. Le gouvernement De Wever (N-VA) prépare encore de nouvelles mesures d'austérité à la demande du patronat. Il a en ligne de mire les salaires, l'indexation, les primes pour les heures de travail supplémentaires et prétend encore imposer 10 milliards d'économie tout en continuant à augmenter les budgets militaires.

Mais aucun travailleur n'a d'intérêt à l'austérité et à la militarisation !

Et quand des milliardaires comme Elon Musk, Marc Coucke ou MC Pao se pavanent sur les réseaux sociaux, qui peut croire qu'il n'y a pas d'argent pour les salaires, les pensions, les allocations, les écoles et les hôpitaux ?! C'est sur les profits de ces riches actionnaires qu'il faut prendre l'argent !

Mais pour l'imposer il faut une révolte de tous les secteurs du monde du travail et de la jeunesse. C'est possible ! Les travailleurs sont l'immense majorité de la population, et font tout tourner dans la société, ils peuvent devenir une force gigantesque capable d'imposer nos intérêts communs aux capitalistes !

En s'unissant, il deviendra même possible d'aller jusqu'à arracher le pouvoir aux capitalistes, et en prenant le contrôle de l'économie, de bâtir une société nouvelle, débarrassée de la misère, de l'exploitation et des guerres, c'est-à-dire une société communiste.

Dans les entreprises

GSK : 1.200 emplois menacés pour les profits

Des centaines d'employés de la multinationale pharmaceutique GSK se sont mobilisés à l'appel des syndicats contre la menace de supprimer 1.200 emplois en Belgique. Et il y a de quoi être en colère ! GSK verse chaque année des milliards de dividendes à ses actionnaires, parfois plus que ses bénéfices !

Des milliards sur le dos des travailleurs

Rien qu'en 2025, GSK a fait 8 milliards de bénéfices, et a versé plus de 6 milliards d'euros à ses actionnaires. Et depuis la naissance de GSK suite à une fusion de deux entreprises en 2001, c'est 120 milliards d'euros qui ont été versés aux actionnaires, de quoi embaucher 125.000 salariés pendant 20 ans ! Cet argent, il vient de l'exploitation des dizaines de milliers d'employés de GSK à travers le monde qui créent l'ensemble des richesses que les actionnaires s'accaparent ensuite. Mais les dividendes viennent aussi des milliards d'argent public reçus par GSK, notamment en Belgique.

La CSC a calculé qu'il y avait eu plus de 480 millions de cadeaux publics rien que l'année dernière, et une étude du PTB avait montré que GSK avait évité plus de 4 milliards d'impôts entre 2009 et 2018.

La mutuelle Solidaris accuse aussi GSK de percevoir 200 millions d'euros par an en remboursement de médicaments, en imposant des prix bien plus élevés que le prix de production. Le vaccin contre le zona est ainsi vendu à 163€ alors qu'il ne coûte que quelques euros à produire. Il s'agit d'un deuxième vol pour les travailleurs qui, en plus de se faire voler une partie de la richesse qu'ils créent en travaillant, se font voler par l'État à travers l'impôt et les cotisations pour gaver encore plus ces milliardaires.



État complice

Les gouvernements wallon et fédéral eux, ont montré dans quel camp ils étaient. Comme à

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

leur habitude, ils sont là pour défendre les intérêts des grands patrons. Ainsi, après quelques mots hypocrites pour les travailleurs licenciés, Jeholet (MR), le ministre wallon de l'Économie et de l'Emploi, a déclaré : « *On doit être aux côtés de l'entreprise GSK, qui a été louée par tout le monde, a généré beaucoup d'emplois directs et indirects et qui a contribué à développer tout un écosystème de recherche et d'innovation.* » De son côté, De Wever (N-VA) a lui aussi soutenu GSK et pour justifier les licenciements, il a accusé la Chine qui ferait de la « *concurrence déloyale, massivement subventionnée* »… Il faut oser quand on voit les milliards que l'État belge a versé à GSK depuis des décennies !

Le PS de son côté n'avait rien d'autre à proposer que d'inviter les syndicats et la direction de GSK à venir s'expliquer au parlement… Mais il n'y a rien à attendre du parlement et des politiciens ! Ceux-ci défendent la propriété capitaliste et ses lois, et donc le droit pour une poignée d'actionnaires de faire ce que bon leur semble avec leurs entreprises, y compris licencier s'ils pensent que cela va leur permettre d'engranger plus de bénéfices.

Interdiction des licenciements !

Les licenciements à GSK sont loin d'être isolés. Nike, UPS, H&M, Clarebout, D'Ieteren, et de nombreuses autres entreprises suppriment des centaines d'emplois alors qu'elles rapportent des bénéfices.

Et dans le même temps, le gouvernement s'attaque aux allocations de chômage et a déjà retiré leurs revenus à des dizaines de milliers de chômeurs. Laisser les actionnaires assoiffés de profits aux commandes, cela veut dire accepter de voir toujours plus de monde poussé vers la misère.

Pour nous défendre, nous devons remettre en question le pouvoir des capitalistes sur les entreprises, surtout dans des domaines aussi essentiels que la production de vaccins et de médicaments ! Pour cela, ce sont des luttes massives des travailleurs eux-mêmes qu'il faut préparer, pour imposer aux capitalistes de répondre aux besoins de la population, leur interdire de licencier, et même les contraindre à prendre sur leurs profits pour embaucher plus !

Restructuration repeinte en faillite

L'entreprise métallurgique « Team Industries Roeselare SA», située à Roulers en Flandre orientale, s'est déclarée en faillite jeudi 15 octobre. Après des mois d'angoisse et d'incertitude, les 125 travailleurs du site sont menacés de licenciement.

En plus d'être condamnés à rechercher un nouvel emploi, il leur faudrait se battre pour vendre chèrement leur peau car ils font face aux pires conditions légales pour un licenciement collectif: celles d'une prétendue faillite.

En Belgique, une faillite peut être beaucoup plus avantageuse pour les actionnaires d'un groupe qu'une restructuration classique, et ce sont alors les travailleurs qui en payent le prix ! Car la loi belge permet aux employeurs d'éviter une partie des procédures liées aux licenciements collectifs (comme celles prévues par la loi Renault, qui pourtant sont déjà très avantageuse pour les patrons).

Et même quand des indemnités de licenciement sont obtenues par les travailleurs, quand vient le moment de se faire payer, ils doivent encore se défendre de la loi qui protège surtout d'autres créanciers de l'entreprise, comme les banques.

Ainsi, bien souvent, les gros capitalistes préfèrent déclarer une faillite plutôt qu'une restructuration. C'est d'ailleurs une des raisons pour laquelle beaucoup de groupes capitalistes organisent des montages juridiques en poupées russes pour contrôler différentes usines au travers de différentes sociétés, qui ne sont indépendantes les unes des autres que sur le papier.



Et c'est exactement ce qui se passe dans le cas de « Team Industries Roeselare SA ». Cette entreprise est possédée à 100% par le groupe « Team Industries SA» (qui possède plusieurs usines en Belgique et en Europe de l'Est, et qui lui, n'est pas en faillite!), lui-même contrôlé par la holding « Team Industries Belgium Holding SRL », qui à son tour est contrôlée par le fonds d'investissement allemand « Capmont », dont les actionnaires sont en fait les véritables propriétaires de l'usine de Roulers depuis 2022.

Alors quoi qu'en disent les magistrats, cette prétendue faillite cache en réalité une restructuration. Cela est d'autant plus flagrant que la majorité des dettes que « Team Industries Roeselare SA » n'arrive prétendument pas à rembourser - ce qui est censé justifier sa faillite - sont contractées auprès de son propre groupe ! Au 31 décembre 2025, l'entreprise avait 7,25 millions d'euros de dettes, dont 4 millions envers des sociétés du groupe Team Industries !

Si l'usine ferme, ce n'est donc pas qu'elle est en faillite, mais que Capmont considère qu'elle n'est pas assez rentable à son goût et préfère licencier les travailleurs de Roulers ! Capmont a tout à fait les moyens de maintenir les salaires de ces ouvriers, et au minimum de les indemniser jusqu'à ce qu'ils retrouvent un autre emploi !

Capmont revendique la gestion d'une fortune de plus de 1,5 milliards d'euros, et la possession de plus de 40 entreprises, qui emploient ensemble plus de 13.000 salariés, dont le travail aurait rapporté plus de 2,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires l'année passée !

Alors non, cette faillite n'en est pas une, et Capmont doit payer les travailleurs licenciés !

Faire payer Dumarey aussi !

Les ennuis de Team Industries ont commencé en 2022, après que son ancien propriétaire, Walter Dumarey, ait revendu le groupe au fonds d'investissement allemand Capmont empochant plus que probablement au passage un joli magot de quelques millions d'euros !

En Flandre, la famille Dumarey n'est pas inconnue : c'est l'une des plus riches familles flamandes dont la fortune s'élève à plus de 700 millions d'euros d'après le site « De Rijkste Belgen » !

Pendant des années Dumarey s'est enrichi en exploitant les travailleurs de Team Industries, et c'est lui qui a revendu l'entreprise au fond d'investissement qui maintenant licencie ! Il est lui aussi responsable de la situation dans laquelle se trouve maintenant les ouvriers de Roulers, et il a les moyens de payer !

Licenciements chez Covestro

Le groupe chimique Covestro va supprimer 260 emplois sur son site du port d'Anvers. Selon la direction, la production est trop importante par rapport au marché mondial, et les bénéfices sont en baisse depuis plusieurs années. En réalité, derrière les chiffres officiels, difficile de savoir où va réellement l'argent !

Et même si l'entreprise est effectivement en crise, ce n'est pas aux travailleurs d'en payer les conséquences. Être licencié, c'est perdre son gagne-pain. Que l'entreprise soit rentable ou non, les travailleurs ont besoin d'un salaire. Ce n'est pas à eux de faire les frais de réorganisations décidées pour les seuls intérêts des capitalistes, ni de payer pour un système en crise !

L'argent il y en a, il a été accumulé dans les caisses des actionnaires quand le groupe était encore "rentable" et que les bénéfices, produits par les travailleurs étaient à hauteur du milliard d'euros !



Syngenta : les travailleurs ne cèdent pas

Depuis le 25 septembre, les 180 travailleurs de Syngenta (entreprise multimilliardaire chinoise de biochimie) sont en grève pour réclamer un plan social digne après l'annonce de la fermeture du site de Seneffe.

Face au refus de la direction d'offrir ne serait-ce qu'une prime d'ancienneté, les grévistes ont voté à la quasi-unanimité la poursuite de la grève tant qu'aucune proposition correcte ne sera faite.

Syngenta a déclaré 150 millions d'euros de bénéfices rien que l'année dernière. C'est sur ces profits, produits par les travailleurs, qu'il faut prendre. Aux actionnaires de rendre aux travailleurs ce qu'ils leur ont volé !

Les guignols organisent l'austérité

Les négociations budgétaires se poursuivent entre cinq partis de la coalition fédérale (N-VA, MR, Vooruit, CD&V, Engagés). Chaque jour les médias mettent en scène le spectacle des désaccords entre présidents de partis. Bouchez (MR) s'oppose à la hausse sur la TVA proposée par De Wever (N-VA) : il préférerait couper dans les services publics ! Vooruit, les Engagés et le CD&V se disent, eux, ouverts à l'idée, mais prétendent hypocritement vouloir aussi faire contribuer les plus hauts patrimoines... tout en sachant très bien qu'il n'en sera rien et en se préparant à accepter de nouvelles coupes budgétaires.

Ce spectacle de guignols ne vise qu'à brouiller les pistes. Quelles que soient leurs déclarations, tous les partis au gouvernement sont d'accord sur une chose : imposer 10 milliards d'euros d'austérité supplémentaires à la population, tout en continuant à augmenter les cadeaux au patronat et les budgets militaires. Et ils ont tous dans le viseur l'indexation des salaires et des prestations sociales, ainsi que de nouvelles coupes dans les budgets des soins de santé !

Alors si chaque parti y va de sa petite idée, jusqu'à donner l'impression que le gouvernement est en crise, c'est qu'ils savent que l'austérité est impopulaire et voudraient ne pas devoir payer trop cher le prix de leur politique d'austérité aux prochaines élections... Ils tentent même parfois d'apparaître comme des opposants à leur propre gouvernement !

Mais les capitalistes de la finance et le patronat ne laisseront pas leurs serviteurs se chamailler indéfiniment. Quand la crise aura assez duré, les capitalistes sonneront la fin de la récré, et tous les ministres s'accorderont par magie sur un budget d'austérité, en espérant avoir obtenu quelques faire valoir à présenter à leur électorat ! Les capitalistes, eux, seront bien servis : leur programme sera appliqué.

Quant au PS, il en profite pour tenter de se refaire une santé électorale. Les politiciens du PS peuvent ainsi prétendre qu'avec eux, les choses seraient différentes... et tenter de nous faire oublier qu'à chaque fois que le parti socialiste a été au gouvernement, il a, lui aussi, appliqué les mesures d'austérité. Pour se défendre de la politique capitaliste, voter ne suffira pas, il faudra se révolter !



Budget wallon

1,3 milliard d'euros d'économies d'ici 2029 : voilà l'objectif du gouvernement wallon, qui compte bien en faire peser le poids sur les épaules de la population.

Alors que les maisons de repos ont un besoin urgent de rénovation pour faire face aux canicules et sont marquées par un manque de personnel, leurs budgets ne seront pas indexés pendant trois ans. Alors que le chômage augmente avec les licenciements qui se multiplient, le budget des aides à l'emploi (APE) est, lui, revu à la baisse.

Pour faire passer la pilule, et surtout faire oublier les attaques des années précédentes, une annonce peut sembler surprenante : une prime annuelle à l'emploi de 50 à 500 euros nets pour les salaires inférieurs à 5.000 euros brut par mois, un système copié sur celui de la Région flamande.

Mais cette prime est bien différente d'une augmentation de salaire pour les travailleurs. Alors que le grand patronat amasse des profits records et

que le nombre de millionnaires a augmenté de 10 % en un an, cette prime sera, elle, financée par l'argent public, donc par les impôts des travailleurs. Pendant ce temps, la fiscalité des plus grandes fortunes est revue à la baisse, par exemple avec la réduction de l'impôt sur les successions.

La culture ne doit pas être un privilège

Depuis juin 2026, la Fédération Wallonie-Bruxelles a mis fin à la gratuité des inscriptions des enfants de moins de 12 ans aux cours de musique, de danse et d'arts plastiques. Désormais, les parents doivent débourser 95 euros pour permettre à leurs enfants d'accéder à ces enseignements artistiques.

Comme conséquence, les académies de musique d'Ath et de Tournai enregistrent une baisse de 25 % des inscriptions d'élèves de moins de 12 ans. Un recul également constaté dans de nombreux autres établissements.

Entre la hausse des prix du carburant, les salaires qui ne suivent pas, les attaques contre les allocations sociales et la menace du chômage qui plane au-dessus de la tête de tout le monde, les fins de mois des familles de travailleurs sont de plus en plus compliquées. Permettre aux enfants d'accéder à l'art et à la culture devient dès lors un sacrifice difficile à assumer, quand il s'agit de choisir entre les cours de solfège des petits et pouvoir remplir le frigo.

La culture est de plus en plus le privilège d'une minorité qui a les moyens de se l'offrir, tandis que les enfants issus des familles les plus modestes en sont écartés. Les arts sont un bien commun de toute l'humanité : ils doivent être accessibles à toutes et à tous !



Précarité des jeunes

Selon le rapport Kotkompas 2026, le prix mensuel moyen d'un kot (logement étudiant) est passé de 475 € à 590 € en cinq ans, c'est 115 € de plus par mois, soit 24% d'augmentation. À cela, ajoutez la hausse générale des prix notamment de l'alimentaire, la hausse du minerval à 1.200 €, de l'abonnement TEC à 384€ (ou peut-être 180€) par an au lieu de 12 €, et le tableau de la précarité étudiante commence à se dessiner.

Dans ces conditions, bien sûr, moins de la moitié des étudiants parviennent à payer un kot. Et qu'ils y arrivent ou qu'ils vivent chez leurs parents, une partie toujours plus grande est contrainte de travailler pour remplir le frigo. Le nombre d'étudiants jobistes a augmenté de 25% depuis 2017.

Le fossé se creuse, les enfants des familles populaires ont de moins en moins accès à l'éducation, y compris dans le secondaire. Obtenir un diplôme est chaque année plus difficile, sauf pour ceux dont les parents sont très aisés.

En ce moment, beaucoup de politiciens et journalistes font semblant de le découvrir, mais il suffit de regarder les manifestations et les pancartes de la jeunesse ! Alors que la société déborde de richesses, l'appauvrissement des plus jeunes montre le pourrissement de ce système économique.

Exclus du chômage

À ce jour, plus de 100.000 personnes ont déjà été exclues du chômage et ont perdu leurs allocations depuis la réforme du gouvernement fédéral. L'UCLouvain vient de publier une enquête interrogeant 773 personnes.

Parmi ces 773 personnes exclues du chômage, 50% ont travaillé au cours des 12 derniers mois, 37% supplémentaires n'ont pas pu travailler récemment mais sont activement à la recherche d'un emploi, en plein parcours du combattant. Les 13% restants ne parviennent pas à chercher un emploi actuellement pour des raisons de santé, parce qu'ils ont la charge d'un proche, pour une maternité ou encore parce qu'ils se sentent découragés.



Sans aucune surprise, les exclusions du chômage ne s'attaquent à aucun « profiteur » mais bien à des travailleurs, dont beaucoup ont perdu leur emploi, licenciés dans des restructurations ou des fermetures d'entreprises décidées par le patronat pour maintenir ses profits. Sans parler des dizaines de milliers d'emplois supprimés actuellement dans le cadre de l'austérité:

dans les administrations, les services publics, dans la culture et le social...

Ce sont des mamans solos qui n'arrivent pas à s'en sortir que cette réforme met encore plus en difficulté, des aidants proches pour qui il n'existe aucune possibilité d'embauche qui n'implique pas d'abandonner leur proche sans aide à la maison, ou encore des malades dont la pathologie n'est pas reconnue.

Une réforme contre les travailleurs

La frontière entre travailleurs et chômeurs n'existe pas en réalité. Les 1.200 travailleurs de GSK qui viennent d'apprendre que leur patron prévoit de les sacrifier au profit des actionnaires de l'entreprise font partie des chômeurs de demain, que Georges-Louis-Bouchez, ses amis au gouvernement et les journalistes traiteront de « profiteurs ».

Ces mensonges et ces réformes s'attaquent à tous les travailleurs. Retirer les revenus et appauvrir ceux qui cherchent un emploi, c'est faire pression pour leur faire accepter des conditions de travail difficiles et un salaire encore plus bas.

Cette pression se répercute directement sur les intérimaires et les embauchés en CDD, qui vivent dans la crainte permanente de voir leur contrat non renouvelé. Et elle n'épargne pas les travailleurs en CDI, qui doivent effectuer le travail de deux, trois ou quatre, et dont le salaire augmente bien moins vite que les prix. Sans compter qu'ils peuvent aussi très bien perdre leur emploi, à l'instar des travailleurs de GSK.

Pour les patrons

Ce sont les patrons qui profitent du chômage ! Les actionnaires des entreprises comme GSK, Audi, Cora, Ontex, Barry Callebaut… qui licencient des milliers de travailleurs. Ils se sont enrichis sur l'exploitation du travail, ont volé des milliards d'euros de la sueur des travailleurs pendant des années. Et à la fin, quand ces patrons décident de partir avec la caisse, ils bénéficient encore de l'aide de l'État pour mettre à la porte les salariés, qui toucheront pendant quelques mois, sous forme de chômage, une miette des impôts et cotisations qu'ils ont payés durant des années.

C'est justement pour masquer la responsabilité des vrais profiteurs, les capitalistes, que le gouvernement prétend que l'austérité est nécessaire. Et qu'il coupe dans la sécurité sociale, les allocations de chômage, la santé, l'éducation… Ils disent qu'il n'y a pas d'argent, mais c'est faux ! Les milliardaires belges n'ont jamais été aussi nombreux et aussi riches.

Les capitalistes explosent leurs profits et l'État est leur vache à lait. Où est parti l'argent « économisé » sur le dos des exclus du chômage ? Dans les poches des travailleurs ? – Certainement pas ! – Dans l'armée, dans des contrats avec l'industrie militaire, dans des subventions aux grandes entreprises, des « aides à l'investissement », des avantages fiscaux, les intérêts des banques, etc.

Ce n'est pas un problème de manque d'argent. Le gouvernement choisit de faire payer la crise aux travailleurs et d'imposer l'austérité à toute la population. Face à cela, la seule réponse à la hauteur sera l'unité des travailleurs, avec ou sans emploi, pour imposer leurs intérêts en faisant payer les capitalistes.



Vignette automobile

À partir du premier mai 2027, le gouvernement compte instaurer une vignette automobile obligatoire pour circuler sur les routes régionales et les autoroutes, autant dire presque partout, en Belgique.

La vignette coûterait entre 90 et 125 euros. Pour un véhicule électrique, 90€, pour les véhicules thermiques récents, 100€ et pour les plus vieux véhicules, 125€. Une injustice de plus : ce sont encore ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter une voiture neuve qui devront payer le plus cher.

Pour faire passer la pilule, le gouvernement promet de compenser le prix de la vignette avec

une baisse de la taxe de circulation. Cela reste à voir ! Les montants d'une éventuelle diminution de cette taxe ne sont pas encore fixés, mais avec les informations dont il dispose, Test Achats affirme déjà que cela ne compensera pas le coût de la vignette.

L'immense majorité des trajets en voiture, c'est pour se rendre ou circuler pour le travail ! Et comme si l'augmentation des prix du carburant ne suffisait pas, il va encore falloir se saigner un peu plus pour aller enrichir son patron. Et sur des routes qui ne sont pas souvent en bon état !



Cette taxe supplémentaire est complètement injuste. Ce sont les actionnaires des grandes entreprises, les capitalistes, qui devraient payer pour la construction et l'entretien des routes. Elles sont tracées et entretenues selon leurs intérêts, pour transporter leurs marchandises, desservir leurs entrepôts, leurs usines, leurs chantiers, leurs bureaux… alors que dans les quartiers populaires, elles sont souvent abîmées, délaissées, sans entretien.

Anvers : répression anti-pauvres

À Anvers, la bourgmestre, Els van Doesburg (N-VA), a donné à la police le pouvoir d'arrêter les « *claimers* », notamment ceux qui mendient dans la rue, et de les enfermer jusqu'à 12 heures, sans qu'ils aient commis la moindre infraction. Être considéré comme « *auteur de nuisances* » dans l'application de la police suffit à être qualifié de « *claimer* ». Difficile de faire plus arbitraire.

Els van Doesburg présente cette politique comme une manière d'« aider » les sans-abri et les personnes dépendantes de toxicomanie… en les mettant en cellule pendant 12h !?

Plutôt que de combattre la misère, la majorité communale (N-VA, Vooruit) choisit de donner plus de pouvoir à la police pour chasser les plus pauvres, qu'elle considère comme nuisibles, de l'espace public. Donner aux policiers le goût de l'autorité, des arrestations et de l'usage de la force contre les pauvres, c'est les préparer à s'en servir contre tous ceux qui relèvent la tête.

D'ailleurs, pour protester contre cette mesure, 150 personnes se sont rassemblées et ont manifesté à Anvers. La police est intervenue pour les disperser, a effectué deux arrestations administratives et a blessé deux autres personnes qui ont dû être transportées.

Léchage de bottes… royales !

Le servile valet de chambre Francken (N-VA), préposé aux armées de sa majesté, a voulu corriger une bien grande injustice du royaume de Belgique. La famille royale ne reçoit pour son modeste train de vie que 44 millions d'euros de dotation par an !

Mais la loi sera changée, et les petits princes et princesses, qui sont amenées à devenir les futurs chefs de l'armée, pourront maintenant recevoir leur juste salaire de militaire.



Qui sait, pour son fier service, Francken aura peut-être l'honneur de ronger les restes du prochain dîner royal !

La police, une arme de classe contre les travailleurs

À Jette, en région bruxelloise, un policier a été tué par balle dans la nuit du 12 au 13 octobre, lors d'une intervention liée à un trafic de drogue. Oui, les policiers aussi paient le prix du recul de la société : la pauvreté et la misère s'aggravent et poussent toujours plus de personnes vers la délinquance.

Ce décès survient dans un contexte où les violences policières sont particulièrement visibles. Gaz lacrymogènes, canons à eau, gardes à vue… C'est ainsi que la police a répondu à la colère contre la dégradation des études et aux mobilisations des jeunes dans les écoles secondaires, en Belgique et en France.

Pourtant, l'idée que la police serait là pour « protéger la population » reste largement répandue. Alors, quel est le vrai rôle de la police sous le capitalisme ? Et d'où viennent les violences policières ?

La police contre les classes populaires

Dans certains cas, la police peut aider ou protéger. Mais globalement, dire que la police protège la population, c'est faux. Son vrai rôle est avant tout d'être le chien de garde de l'ordre bourgeois : protéger le patronat et ses institutions.

Les exemples sont nombreux. En juin dernier, à Ghlin, la police a été envoyée sur le site de H&M avec les huissiers, à la demande du patron, pour empêcher la mobilisation des travailleurs et des syndicats contre la fermeture du site. Même scénario lors de la fermeture d'Audi Forest : la police a été envoyée contre les ouvriers qui se battaient contre leur licenciement. Et pendant le mouvement contre la franchisation des magasins Delhaize, la police était aussi envoyée en masse à chaque mobilisation.

Et ce n'est pas seulement pendant les grèves. Dans les quartiers populaires, c'est tous les jours que l'on fait face à la violence policière. C'est une violence de classe. Les jeunes bourgeois des quartiers riches, quand ils sortent de chez eux, ne craignent pas la police. Ils ne risquent ni de se faire violemment contrôler, ni d'être frappés pour ne pas avoir sorti assez vite leur carte d'identité, ni de se faire asperger de gaz lacrymogène pour ne pas avoir baissé les yeux.

Les violences policières ne sont que le reflet de l'organisation de la société : la police, la Justice, sont avant tout au service des puissants et sont impitoyables envers les pauvres.

La police tue

Pour ne parler que des derniers meurtres commis par la police, début juin 2025, à Ganshoren, Fabian, un enfant de 11 ans en trottinette électrique, a été écrasé en plein jour dans un parc par la voiture de police qui le poursuivait, gyrophare éteint et sirène coupée. En 2020, Adil Charrot, 19 ans, et Mehdi Bouda ont eux aussi été tués lors de contrôles de police.

Ce ne sont pas des cas isolés. Depuis 2010, au moins 120 personnes sont mortes au contact de la police. Dans l'écrasante majorité des cas, ce sont des personnes d'origine ou de nationalité étrangère : Ibrahima Barrie, Sourour Abouda… Le racisme de la police, lui aussi, tue.

Les violences policières sont protégées par la hiérarchie et l'État. En 2024, 2.545 plaintes ont été déposées contre la police. Moins d'une sur cinq a abouti à la reconnaissance d'un « dysfonctionnement ». Sans parler des nombreuses victimes qui n'ont jamais porté plainte. Et même quand la police est reconnue responsable, seuls 16 % des cas donnent lieu à une mesure disciplinaire, et à peine 8 % sont transmis à la justice.

Les vrais responsables, ce sont les capitalistes

Derrière la police, il y a une classe sociale : la bourgeoisie et avec elle, son État. Cela fait plus d'un siècle que Friedrich Engels d'abord, puis Lénine, ont montré que l'État était avant tout composé de « détachements spéciaux d'hommes armés » protégeant les intérêts de la classe dominante.

Face aux mobilisations des jeunes, les gouvernements prêchent la non-violence et le pacifisme. Mais c'est avec violence que les patrons et ceux qui gouvernent font la guerre aux travailleurs, qu'ils imposent des salaires insuffisants, des conditions de travail qui amènent tendinites et accidents parfois mortels, des retraites de misère… Et c'est encore avec violence qu'ils tentent de faire taire les manifestants, tout comme ils pourchassent les hommes et les femmes sans papiers !



Alors, malgré la colère face à toutes ces violences, en manifestation comme lors des contrôles, dénoncer la police est insuffisant. Le problème de fond c'est la domination capitaliste, la police n'en est que la conséquence.

Et à chaque fois qu'un policier est tué, les politiciens se servent de sa mort pour renforcer le camp réactionnaire, tous ceux qui veulent que la police ait plus de pouvoirs, plus de moyens, plus d'armes.

La seule force, la classe ouvrière

La lutte contre les violences policières ne pourra pas grand-chose tant qu'elle reste individuelle, ou le fait de petits groupes, aussi radicaux soient-ils. Elle ne pourra pas remplacer les luttes des travailleurs pour le renversement de toute la société. Le seul moyen d'avoir une police moins violente… c'est de supprimer cette police en supprimant le capitalisme et l'État bourgeois.

Ce sont les travailleurs, par leur nombre, leur force collective et leur organisation, qui auront, quand ils relèveront la tête, les moyens de s'opposer aux violences de cet État et de le renverser.

Les policiers ? Des travailleurs qui choisiront leur camp !

Même sous l'uniforme, les policiers restent des travailleurs, qui ont leurs difficultés avec les pleins de leurs voitures, l'inflation… des conditions de travail parfois difficiles et des risques !

Et l'histoire a pu montrer que le comportement des policiers peut changer lorsque les luttes de la classe ouvrière ouvrent des perspectives d'amélioration et que changent les rapports de force. Pendant la grande grève de l'hiver 60-61, le gouvernement avait dû faire revenir des troupes stationnées en Allemagne. Car de nombreux policiers, étaient fils, cousins ou parents de grévistes, et ne voulaient plus participer à la répression, et certains sympathisaient même avec les grévistes.

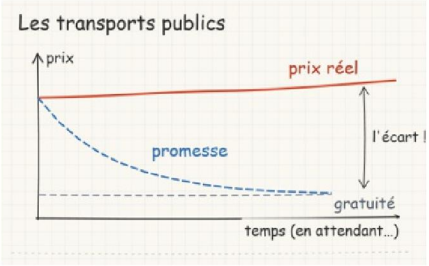
Contre la police et ses violences, la seule solution est la remobilisation de la classe ouvrière, et la renaissance d'un parti qui aidera les travailleurs à s'organiser démocratiquement et à se défendre eux-mêmes. Et surtout, à terme, pour le renversement de ce système qui nous amène droit dans le mur.



Actualités locales -Mons

Asymptote

Dans le programme électoral des Engagés pour les élections de 2024 on trouve cette perle : « *Les transports publics doivent tendre vers la gratuité.* » Nul doute que l'honnêteté des politiciens tend aussi vers l'infini. Le problème, c'est qu'en attendant ils sont malhonnêtes, infiniment !



12 - 384 - 180

Ce n'est pas les chiffres du Loto. C'est le ping-pong des prix des abonnements TEC avant et après la mobilisation des élèves en colère à l'annonce de l'augmentation du prix de leur abonnement annuel de 12 euros à 384 euros à partir de février 2027.

Mais quand des dizaines de milliers d'élèves sont descendus dans la rue, le ministre Engagés est descendu de sa tour d'ivoire et a demandé à la direction des TEC de revoir sa copie...

180 euros, c'est encore 15 fois trop, surtout lorsqu'il y a plusieurs enfants et plusieurs abonnements à payer !

A n'en pas douter, si les parents rejoignaient la mobilisation des élèves, le ministre serait alors encore plus « compréhensif » !

Les parents avec nous !

Témoignages d'élèves à Mons: « *Le prof n'a pas été remplacé - les machines de l'atelier méca ne fonctionnent toujours pas - la chaudière est tombée en panne lorsqu'on a voulu la rallumer - le plafond s'est effondré dans ma classe et j'ai peur qu'il y ait des fuites d'eau sur mes mon-*

tages électriques - je n'ai pas pu faire *pipi à l'école car les toilettes sont hors d'usage - on s'est fait gazer et coller contre le mur par la police parce qu'on voulait protester* » C'est quand qu'on va cesser de trouver normal leur journée scolaire ?

International

RDC : La barbarie impérialiste continue

L'ancien président du Congo (RDC) Kabila a pris la tête du mouvement de rébellion M23 qui sème la terreur dans la population de l'Est du Congo depuis des années. Le M23 est un groupe armé soutenu par le Rwanda, et comme les nombreux groupes armés qui pullulent dans la région du Kivu, en ce compris l'armée congolaise, il cherche à s'emparer des nombreuses richesses minières de cette partie du Congo.

Kabila, tout comme l'actuel président Tshisekedi, a pendant des années été un serviteur des capitalistes occidentaux en les aidant à piller les innombrables richesses minières du pays, et il s'est enrichi en prenant lui-même quelques grasses miettes au passage. Aujourd'hui il est prêt à se mettre à la tête de n'importe quel groupe armé qui a une chance de lui permettre de jouer à nouveau ce rôle de valet, quitte à aggraver la guerre.

Car ce sont bien les capitalistes occidentaux qui sont à l'origine de cette guerre qui fait des millions de morts depuis près de 30 ans. Ce sont eux qui soutiennent les différents groupes armés, que ce soit en leur rachetant les minerais, en leur livrant des armes, ou plus directement, comme quand l'Union Européenne a financé à hauteur de 40 millions d'euros l'armée rwandaise en sachant très bien que celle-ci encadrait le M23 au Congo. Ou encore en finançant des mercenaires pour protéger leurs mines, ajoutant au chaos et à la barbarie, comme l'entreprise Blackwater d'Erik Prince, un proche de Trump.

La Belgique a aussi des intérêts dans le pays à travers des capitalistes comme Georges Forrest. Et les perquisitions récentes des maisons de Tshisekedi en Belgique pourraient bien être une tentative de mettre le président sous pression pour avoir une meilleur position dans le pillage du pays, quelques mois après que le ministre belge de la soi-disant « Défense », Francken (N-VA) ait déclaré : « *On détenait 100 % des mines et aujourd'hui plus rien. Si les Chinois sont là, c'est parce qu'on leur a laissé la place. Il y a un sentiment de culpabilité qui persiste par rapport au passé colonial. Je le comprends. Mais on ne peut pas rester sans rien faire.* » Il ajoutait que le contrôle des mines congolaises était « *une question de sécurité nationale et continentale* »… bien sûr pour la Belgique et l'Europe !

La population congolaise n'a rien à attendre ni de Tshisekedi, ni de Kabila, ni du M23, ni de Kagame le président du Rwanda, et encore moins des dirigeants occidentaux ! Pour mettre fin aux massacres, aux pillages et aux viols de guerre, la population congolaise ne pourra compter que sur elle-même, et sur les travailleurs du monde entier qui ont intérêt à mettre fin à l'impérialisme !

Manifestation du 17 octobre en France

Plus de 500.000 manifestants dans toute la France contre 260.000 le 6 octobre. Mais les politiciens et les médias ne parlent que des casseurs et des voleurs. Et les médias tournent en boucle sur ces destructions stériles !

Mais cette campagne ne suffira pas à faire taire les jeunes, les travailleurs, les retraités qui n'arrivent plus à vivre et ne supportent plus l'injustice, les inéga-



Manifestation du 17 Octobre en France

lités, le racisme, les violences policières.

Depuis le début de la mobilisation lycéenne, le gouvernement français cherche à cacher la colère sociale parce qu'il ne veut pas y répondre. Mais cette colère déborde.

Pour lui donner des objectifs et une organisation, la mobilisation doit toucher les travailleurs dans les entreprises, là où ils sont concentrés et où ils produisent tout.

Guerres : les populations meurent, les capitalistes profitent

Par-dessus la tête du président ukrainien et des dirigeants européens, Trump a passé le 9 octobre un deal avec Poutine pour augmenter les quantités de diesel russe disponibles sur le marché mondial et surtout vers les USA pour tenter d'en faire baisser le prix.

La Russie pourra aussi exporter quatre millions de tonnes de gaz vers les États-Unis. Le 16 octobre, Trump a par ailleurs signé un décret suspendant l'application de nouvelles sanctions américaines contre la Russie.

Voilà quels alliés de l'Ukraine sont les États-Unis ! Et il n'y a en fait rien d'étonnant, ni de nouveau à cela. Le diplomate américain Henry Kissinger le disait lui-même : « *Être un ennemi des États-Unis est dangereux, être un ami des États-Unis est fatal* »... Surtout pour les populations ukrainiennes et russes qui continuent de se massacrer dans cette guerre qui ne sert que les intérêts des capitalistes et des oligarques !

Quant aux médias et politiciens européens qui feignent d'être choqués par la politique de Trump : quelle hypocrisie ! L'Union européenne n'a jamais complètement arrêté d'acheter des hydrocarbures russes. Les montants des importations payés à la Russie par l'UE sont même comparables à ceux prêtés à l'Ukraine sous forme de prétendue « aide » (que l'UE compte faire rembourser en saignant la population ukrainienne après la guerre).

Alors si les dirigeants européens ont donné un accueil si chaleureux à Zelenski lors du dernier sommet de l'Union européenne, c'est qu'ils espèrent que la politique de Trump leur permettra de regagner plus d'influence en Ukraine. Car qu'ils soient européens ou américains, les capitalistes n'ont aucun scrupule à faire du business avec les deux camps en guerre pour défendre leurs intérêts de leurs pays ! Les « droits des populations », ils s'en moquent !

Manoeuvre électorale

Quant aux motivations de Trump, il faut les chercher dans l'approche des élections de mi-mandat. En effet, aux États-Unis comme ici, les prix à la pompe et ceux de l'énergie en général explosent. Alors que l'accord avec Poutine fasse réellement baisser les prix ou non, Trump espère que l'annonce suffise à redorer son blason auprès de son électorat touché par l'inflation. Sans doute veut-il aussi endosser le rôle du « pacifiste » œuvrant pour l'arrêt des combats, ce qu'il promettait d'être lors de sa campagne électorale et qu'il affirme représenter, contre toute réalité.

Les capitalistes dirigent, pas Trump

Il est surtout notable que Trump prétend faire baisser les prix du gazole en allant en chercher en Russie alors que les États-Unis sont le premier producteur mondial de pétrole et que les plus grandes compagnies pétrolières sont américaines. Mais il n'est pas question que Trump impose quoi que ce soit aux capitalistes américains ! Les prix élevés de l'énergie sont une aubaine pour ces compagnies et elles ne baisseront pas leurs prix. Les problèmes électoraux de Trump, un des leurs pourtant, ne les ont pas fait bouger d'un cil.



Suivez nous sur les réseaux:

Lutte Ouvrière Belgique
Email:contact@lutteouvriere.be
Tel: 0470-18.82.39
Internet: www.lutte-ouvriere.be